

# Regards croisés d'un chercheur, d'une avocate et d'une jeune activiste

*À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, célébrée chaque 8 mars et dont le thème pour cette année est « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », le Partenariat de Ouagadougou met en lumière les contributions d'une avocate, d'une jeune activiste et d'un enseignant-chercheur, tous engagés pour la promotion des droits des femmes. Leurs actions, bien que spécifiques, se renforcent mutuellement, créant une dynamique de changement et d'émancipation collective.*

Ils s'appellent Pr Georges Guiella, enseignant-chercheur à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, Me Francine Aka-Anghui, avocate en Côte d'Ivoire, et Oumou Hawa Diallo, une jeune activiste féministe guinéenne. Bien que provenant de milieux et de parcours différents, ces trois acteurs partagent un objectif commun : l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. Comme l'a mentionné Me Francine Aka-Anghui, « Force est de constater qu'il y a une déperdition des filles au fur et à mesure de l'avancement dans les études ». Ce phénomène souligne la nécessité de garantir une égalité des chances pour toutes les filles, indépendamment de leur contexte social ou économique, et de lutter contre les obstacles qui entravent leur éducation et leur autonomisation.

Pour Me Francine Aka-Anghui, présidente de l'Association des Femmes Juristes de la Côte d'Ivoire, spécialiste des droits de l'Homme et des droits des femmes, les défis pour garantir les droits des femmes sont immenses. Son association plaide pour des réformes législatives et une meilleure application des droits des femmes. « Nous menons des activités de plaidoyer

*auprès des gouvernements pour améliorer la législation sur les droits des femmes et toutes les questions y afférentes. Nous encourageons aussi le leadership féminin à travers des formations et des activités en réseau », a-t-elle affirmé. La jeune activiste féministe guinéenne, Oumou Hawa Diallo, membre du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée, Coordinatrice du programme « Girls Talk Guinée » et membre du Think Tank Jeunes du Partenariat de Ouagadougou, appelle ses pairs à s'engager pour déconstruire les stéréotypes de genre au niveau communautaire.*

Ces deux actions se rejoignent et sont interconnectées car les réformes législatives nécessitent des évolutions des normes sociales pour être véritablement efficaces et l'engagement social bénéficie du soutien législatif pour garantir la protection des droits. En effet, les réformes légales doivent aller de pair avec des changements de mentalités pour que l'égalité de genre devienne une réalité tangible. *« Les jeunes peuvent jouer un rôle clé en devenant des ambassadeurs du changement et en militant activement pour les droits des jeunes filles et des femmes, en réalisant des activités communautaires liées aux droits sexuels et reproductifs, à l'égalité de genre et à la lutte contre les violences basées sur le genre », affirme Oumou Hawa Diallo, lauréate du concours photo du coaching Femme Modèle en 2022.*

Mme Aka-Anghui, tout comme l'activiste Diallo, mène des activités pour sensibiliser les communautés aux droits des femmes et à l'égalité des droits. Elle organise des formations, des campagnes de sensibilisation et des ateliers sur les droits humains, l'éducation et la santé des femmes, en impliquant aussi les hommes et les jeunes garçons pour changer les perceptions et comportements sexistes, mais surtout les leaders communautaires, les guides religieux, les chefs de villages et de communauté.

Les résultats des recherches du Pr Guiella, conseiller de recherche du Partenariat de Ouagadougou (PO), mettent en

lumière l'impact des normes sociales sur l'autonomisation des femmes, et trouvent un écho dans les initiatives d'Oumou Hawa Diallo et de Me Aka-Anghui, qui œuvrent à déconstruire ces normes au niveau local et communautaire.

En termes clairs, les travaux de recherche du Pr Guiella ont montré que l'autonomisation des femmes, en particulier dans le domaine de la santé reproductive, est profondément liée à la prise de décisions individuelles et collectives. Ses recherches ont révélé les obstacles systémiques (normes sociales, domination masculine) qui freinent cette autonomisation. *« Depuis 2019, l'ISSP, à travers sa plateforme de recherche PMA (Performance Monitoring for Action), collecte et analyse des données pour étudier le lien entre égalité de genre et autonomisation des femmes, en particulier dans le domaine de la santé et du bien-être des femmes. Ces données, accessibles aux chercheurs, portent, entre autres, sur l'autonomie décisionnelle en matière de santé reproductive, le poids des normes sociales et de genre relatif à la sexualité et à la fécondité, la coercition reproductive, etc. »*, s'est réjoui le Pr Guiella.

Ces trois acteurs, par leurs approches complémentaires, incarnent l'essence de l'engagement pour l'égalité de genre, de la recherche académique à l'action législative en passant par l'engagement communautaire. La recherche fournit les preuves nécessaires à l'action politique et sociale, tandis que l'engagement pratique des activistes et des juristes participe à l'évolution des politiques publiques et des mentalités. Leurs contributions se croisent et se renforcent pour dessiner un avenir où l'égalité de genre est pleinement réalisée.

À l'endroit de ses pairs, Hawa Diallo a dit ceci : *« Vous êtes capables et vous méritez de vivre dans un monde où vos droits sont respectés et vos rêves peuvent devenir réalité. Ne laissez jamais les obstacles ou les normes sociales vous définir. Prenez la parole, osez rêver grand, élevez-vous, et*

*rappelez-vous que l'égalité de genre est un droit, pas un privilège. Votre voix compte, votre avenir est entre vos mains, et ensemble, nous pouvons construire une société plus juste pour toutes les filles et femmes. Ne sous-estimez jamais votre potentiel. »*